

LE NOUVEAU PACTE :
DES VILLES ET DES COLLECTIVITÉS VIABLES



LE NOUVEAU PACTE : DES VILLES ET DES COLLECTIVITÉS VIABLES

Le Canada dépend de ses villes et de ses collectivités en tant que centres dynamiques dans les secteurs du commerce, de la formation et de la culture pour attirer les plus grands talents et devenir concurrentiel en matière d'investissements. Nous voulons que les villes et les collectivités canadiennes soient des endroits merveilleux pour y vivre, des endroits qui offrent des logements abordables, des systèmes de transport en commun efficaces, d'excellentes écoles, des quartiers sécuritaires et de nombreux espaces verts.

C'est pourquoi les libéraux sont engagés envers un Nouveau pacte basé sur les principes de développement durable afin de construire des villes et des collectivités qui dosent bien opportunités économiques, bien-être social et conservation de l'environnement.

Le Nouveau pacte est un véritable pacte. Le Budget de 2004 inclut un acompte de 7 milliards \$ de financement inconditionnel aux municipalités au cours des 10 prochaines années par l'élimination de la TPS sur les dépenses effectuées par celles-ci. Le Budget a aussi accéléré le financement d'infrastructures, en s'engageant à dépenser le milliard de dollars du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale au cours des cinq prochaines années plutôt que des 10 prochaines années;

Mais le Nouveau pacte, c'est bien plus que de simples transferts de fonds du gouvernement fédéral. C'est faire les choses autrement et les faire mieux. C'est un nouveau partenariat qui transformera véritablement notre réalité. La qualité de vie dans nos collectivités dépend de ce que tous les paliers de gouvernement – municipal, provincial et fédéral – assument les responsabilités qui leur incombent. Les trois paliers agissent dans l'intérêt national lorsqu'ils travaillent à s'assurer que les Canadiens et les Canadiennes ont accès à une eau potable de qualité, que les gaz à effet de serre sont réduits pour protéger notre climat, et que les nouveaux arrivants au Canada peuvent trouver un logement sécuritaire, abordable et adéquat.

LE NOUVEAU PACTE

Un nouveau pacte pour les villes et les collectivités du Canada veut dire qu'un gouvernement libéral agira dans le sens suivant :

- Il reconnaîtra les gouvernements municipaux comme des partenaires dans la mise en oeuvre du programme national du Canada. Par exemple, les municipalités seront consultées formellement avant qu'un budget ne soit déposé.
- Il poursuivra le développement d'ententes aussi fructueuses que celles intervenues avec les villes de Winnipeg et de Vancouver qui serviront de modèles de partenariat coopératif entre les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux partout à travers le Canada.
- Il statuera, d'ici la fin de la présente année, sur un plan qui réservera une partie de la taxe fédérale sur l'essence (ou son équivalent) aux municipalités. À partir de 2005, ce montant sera progressivement augmenté, au cours des cinq prochaines années, à 5 cents du litre ou au moins 2 milliards de dollars. Ce revenu sera une source de financement stable et prévisible de façon à permettre aux municipalités de s'engager financièrement à long terme pour réaliser de nouveaux projets d'infrastructures importants.
- Il s'assurera qu'une partie équitable des fonds sera accessible aux grandes villes et aux petites municipalités.

Éliminer le déficit des infrastructures

La Fédération canadienne des municipalités estime qu'il existe un déficit équivalant à 60 milliards \$ au niveau des infrastructures dans nos villes et collectivités. Ce déficit augmente chaque année. Nous travaillerons en collaboration avec les provinces et les municipalités en vue de recourir à de nouvelles ressources financières et des techniques novatrices d'investissements en capital avec pour objectif ultime d'éliminer ce déficit.

Il existe déjà un vaste consensus voulant que les premiers projets ciblent le transport en commun, les routes et les ponts, l'épuration de l'eau et le traitement des eaux usées ainsi que les communications à large bande, particulièrement dans les petites collectivités.

Le financement des travaux importants d'infrastructure à partir des revenus dérivés d'une partie de la taxe sur l'essence s'ajoutera aux fonds des programmes d'infrastructures existants comme le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique, le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale et les Fonds municipaux verts.

Offrir des logements sociaux et abordables

Se loger est un besoin humain primaire à la base de collectivités bien portantes, sécuritaires et inclusives. Des logements adéquats favorisent la stabilité dans tous les aspects de la vie, particulièrement dans le rendement à l'école et au travail. Ils procurent également un environnement motivant aux autochtones. C'est, de plus, un facteur important d'intégration des nouveaux arrivants.

Un gouvernement libéral continuera de trouver des solutions aux problèmes du logement au Canada en se basant sur notre contribution existante de 1 milliard \$ pour stimuler le logement locatif abordable, en finançant des services aux sans-abri par l'entremise de *l'Initiative de partenariats en action communautaire* (IPAC) et en appuyant la rénovation de logements pour les personnes à faible revenu par l'entremise du *Programme d'aide à la remise en état des logements* (PAREL). Ces programmes s'ajoutent à l'assistance au logement de la SCHL, un total de 2 milliards \$ en financement annuel pour le logement social et abordable.

LOGEMENT

Un gouvernement libéral fera davantage pour stimuler la construction assistée de logement grâce à un investissement additionnel de 1 à 1,5 milliards \$ pendant les cinq prochaines années dans le but :

- **D'améliorer en partie les véhicules existants incluant l'Initiative pour le logement à prix abordable, l'IPAC, PAREL, et les logements pour les Autochtones sur les réserves et à l'extérieur de celles-ci.**
- **D'appuyer également des initiatives développées en collaboration avec les provinces, les territoires et différents intervenants. Cela pourrait comprendre la création d'une fondation, financée par les différents niveaux de gouvernement, le secteur privé et de groupes communautaires, qui servirait de levier en contribuant à la création de nouvelles unités de logements abordables.**